



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 18 mars 2021 — N° 170

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Mme Jordane Masson, coordonnatrice de bibliothèque et bénévole.*
- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Le YMCA de Notre-Dame-de-Grâce, partenaire engagé dans la communauté depuis 81 ans.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Hommage aux agricultrices.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean-Claude Hernande.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *ALO Richelieu, le projet de développement touristique du Haut-Richelieu va voir le jour ce printemps malgré la pandémie.*
- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Hommage aux victimes de la COVID et aux travailleurs et travailleuses essentiel.le.s de l'Estrie.*
- La députée de Roberval sur le sujet suivant : *Une reconnaissance à l'international pour l'artiste et photographe professionnel M. Martin Gaudreault.*
- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme France Dubé et l'équipe du FM 103,3 – la radio allumée.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Déclaration sur le fonds Patrick Beaudry.*
- Le député de Pontiac sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Pauline Foran pour sa grande contribution à la communauté.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019

- 3) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des
conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison
de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le
11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 4) **Projet de loi n° 78**
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 décembre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **9 mars 2021**
- 5) **Projet de loi n° 79**
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le **9 décembre 2020**
- 6) **Projet de loi n° 83**
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **10 décembre 2020**
- 7) **Projet de loi n° 86**
Loi concernant la dévolution de la couronne
Présenté par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne le **11 mars 2021**
- 8) **Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le **11 mars 2021**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 11) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 60
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2021
Principe adopté le **9 mars 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 13) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 14) Projet de loi n° 74**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020
Principe adopté le **2 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 82**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020
Présenté par le ministre des Finances le 11 décembre 2020
Principe adopté le **17 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 16) Projet de loi n° 84***
Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement
Présenté par le ministre de la Justice le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **4 février 2021**,
Renvoyé à la Commission des institutions

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 17) Projet de loi n° 85**
Loi visant à faciliter le déroulement de l'élection générale municipale du 7 novembre 2021 dans le contexte de la pandémie de la COVID-19
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 10 février 2021
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 11 mars 2021
Principe adopté le **16 mars 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

- 18) Projet de loi n° 69**
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 29 octobre 2020
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} décembre 2020
Principe adopté le 8 décembre 2020
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le 16 mars 2021 (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
Reprise du débat ajourné le **17 mars 2021**

Adoption

- 19) Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 septembre 2020
Principe adopté le 5 novembre 2020
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le 11 mars 2021
Reprise du débat ajourné au nom du député de Laurier-Dorion le **17 mars 2021**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 20) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 21) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 22) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 27) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

- 34)** Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 35)** Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 36)** Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 37)** Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le
26 septembre 2019
- 38)** Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le
12 novembre 2020
- 39)** Projet de loi n° 492
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 40)** Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 41)** Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

- 42) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 46) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 47) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 48) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 49) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 50) Projet de loi n° 598**
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 51) Projet de loi n° 599**
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 52) Projet de loi n° 690**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 691**
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 692**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 55) Projet de loi n° 693**
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 56) Projet de loi n° 695**
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**

- 57) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**
- 58) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 59) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 60) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 61) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 63)** Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 64)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 65)** Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 66)** Crédits supplémentaires de mars 2021 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2021 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **9 mars 2021** et renvoyés pour étude en commission plénière

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 85**, Loi visant à faciliter le déroulement de l'élection générale municipale du 7 novembre 2021 dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 (mandat confié le 16 mars 2021).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominigüe (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

Interpellation :

- De la députée de Saint-Laurent à la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale sur le sujet suivant : *Leadership nécessaire pour la prospérité et le développement de la Capitale-Nationale* (avis donné le 11 mars 2021).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 60**, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions (mandat confié le 9 mars 2021).
- **Projet de loi n° 74**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures (mandat confié le 2 février 2021).
- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020 (mandat confié le 17 février 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 84**, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (mandat confié le 4 février 2021).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

213) M. LeBel (Rimouski) – **18 mars 2021**
Au gouvernement

Les travailleurs de rue œuvrent au sein de diverses organisations au Québec et leur travail consiste à accompagner les personnes à travers leurs parcours avec bienveillance, professionnalisme et intégrité. C'est un travail qui existe depuis plus de 50 ans, mais malheureusement ce métier est méconnu et invisible au sein de la population.

Notre société n'est pas toujours en mesure de prendre soin correctement des personnes qui sont exclues socialement. Les travailleurs de rue exercent une présence régulière et continue dans le milieu de ces personnes vulnérables pour servir de repère et réduire la marginalisation et l'exclusion sociale. Ils accompagnent également les gens dans leurs démarches en s'intégrant aux espaces et au quotidien des personnes par l'utilisation d'une approche non répressive et tolérante. Leur rôle est aussi de sensibiliser les gens de la rue à adopter et maintenir des comportements sécuritaires et non abusifs en regard de leur santé tout en effectuant des actions à caractère informatif, préventif et éducatif tant auprès des personnes que du milieu. Les travailleurs de rue ont l'expertise pour accompagner les personnes qui vivent différentes situations problématiques tout en effectuant des références personnalisées vers des services tout en démystifiant le rôle des intervenants sociaux et de la santé. Ils favorisent également la concertation de l'ensemble des organismes et ressources du milieu.

Les impacts de la pandémie sur la santé mentale ont démontré que les besoins étaient de plus en plus sérieux au sein de la population. C'est donc pour cette raison que le gouvernement déploiera un « réseau d'éclaireurs » partout au Québec. Des travailleurs sociaux et des intervenants communautaires deviendront donc les yeux et les oreilles de leur communauté pour tendre la main à ceux qui souffrent en silence. Le gouvernement ne peut pas faire du mur à mur pour chaque région du Québec et il doit tenir compte des services déjà ancrés dans le milieu. Au Bas-Saint-Laurent, l'organisme En Tout C.A.S. travaille fort pour conserver ses acquis. Cette nouvelle initiative vient changer le portrait et limiter l'accès au financement qui est déjà très

difficile. La démarche du gouvernement devrait plutôt se faire en complémentarité tout en bonifiant le soutien financier.

Ma question est la suivante :

Les travailleurs de rue doivent être considérés et leur travail doit être financé à la hauteur des besoins des communautés de chaque région. Pourquoi ne pas consolider le travail de rue plutôt que de démarrer de nouveau projet?

214) Mme Melançon (Verdun) - **18 mars 2021**
À la ministre du Tourisme

Le 11 juin dernier, la ministre du Tourisme annonçait le Plan de relance touristique doté d'une enveloppe d'aide d'urgence au programme PACTE de 446 M\$ en prêts incluant un pardon équivalant à 25 % de la somme à rembourser jusqu'à un plafond de 100 000 \$. Ce qui représente seulement une aide directe de 8 %. Cette faible proportion a pour effet d'alourdir le fardeau financier des établissements et des attraits touristiques du Québec et de nuire à la relance de l'industrie.

Le 10 novembre dernier, la ministre annonçait une modification au Plan de relance touristique qui a fait passer la portion pardonnable du prêt de 25 à 40 % sans changement à l'égard du plafond maximal qui est maintenu à 100 000 \$.

Le 12 février dernier, la ministre annonçait une nouvelle modification au programme PACTE en augmentant cette fois la partie pardonnable à 250 000 \$ et en ajoutant la couverture de 100 % de leurs dépenses mensuelles en énergie engagées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021, jusqu'à 35 000 \$ par mois, soit un total maximal de 210 000 \$ par établissement.

À la suite des modifications énoncées précédemment, la ministre peut-elle nous indiquer la proportion du 446 M\$ du programme PACTE, volet Tourisme, qui est consacré en aide directe aux établissements et aux attraits touristiques?

215) Mme Melançon (Verdun) - **18 mars 2021**
À la ministre du Tourisme

Au cours des dernières semaines, la ministre a annoncé le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable. Lors de la conférence de presse, la ministre a affirmé que la première mesure qu'elle souhaite mettre rapidement en place est un circuit en voiture électrique pour aller à la rencontre des vignobles et des agriculteurs de l'Estrie.

En lien avec cette déclaration et l'objectif 2.2 du Plan d'action, la ministre peut-elle nous indiquer, quelles sont les premières régions visées par le déploiement de tels circuits, quels sont les investissements prévus qui seront nécessaires à la création de ces circuits et quels sont les échéanciers pour les mettre en place ?

216) M. Tanguay (LaFontaine) – **18 mars 2021**
Au ministre de la Justice

L'honorable juge Claude Dallaire a rendu le 14 avril 2020, un jugement important (A c. Procureure générale du Québec, 2020 QCCS 3375) dans lequel condamnait le Procureur général du Québec et madame France Rémillard à payer des dommages à la demanderesse suite au comportement d'une fonctionnaire du ministère de la Justice.

Une fois les faits de ce dossier rendus publics par le journal La Presse, le ministre a mandaté madame Lise Verreault pour mener des vérifications internes sur la conformité des processus et des mécanismes de gestion actuels de l'Autorité centrale du Québec (ACQ). Ce rapport a été remis au ministre le 17 décembre dernier et rendu public par la suite.

En ce sens, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer :

- Quel suivi a été apporté jusqu'ici à chacune des recommandations du rapport;
- Combien d'employés sont actuellement à l'emploi de l'ACQ, leurs noms et fonctions, nous donner la description de leurs tâches et nous dire de qui relèvent-ils;
- Pourrait-il nous mentionner quels processus ont été mis en place pour assurer des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes;
- Finalement, le ministre peut-il nous mentionner quelles sont les fonctions actuelles de madame France Rémillard au sein du ministère de la Justice?

217) Mme David (Marguerite-Bourgeoys) – **18 mars 2021**

Au ministre responsable de la langue française

Le 4 novembre 2019, le Conseil supérieur de la langue française rendait publique une étude intitulée « Pratiques linguistiques des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec ». Ce rapport est une analyse de la politique linguistique gouvernementale adoptée en 2011. On y constate notamment qu'un peu moins de 40 % des employés de l'État connaissent l'existence de cette politique linguistique. Une grande proportion des employés de l'État ne peut donc pas appliquer cette politique dans le quotidien de leur travail et dans les interactions avec les citoyens québécois.

Au lendemain de la publication de ce rapport, le ministre responsable de la Langue française a publié un communiqué de presse où il déclarait en avoir pris connaissance et affirmait vouloir corriger rapidement la situation.

Maintenant qu'il s'est écoulé 16 mois suivant l'engagement du ministre à vouloir rectifier la situation, peut-il nous indiquer quelles actions ont été réalisées afin d'améliorer les pratiques linguistiques au sein des ministères et organismes de l'État ?

218) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **18 mars 2021**

Au ministre de la Justice

Le 28 janvier dernier, la Cour supérieure, dans le dossier *Center for Gender Advocacy c. Attorney General of Quebec*, a invalidé des articles du Code civil jugés discriminatoires envers les personnes trans ou non binaires. À la suite de ce jugement, le gouvernement a jusqu'au 31 décembre prochain pour modifier ces articles.

Ces modifications législatives sont très importantes pour la communauté LGBTQ2 du Québec et demanderont de la sensibilité et l'expertise nécessaire pour mener à bien ces travaux législatifs.

Pour ce faire, est-ce que le ministre peut s'engager à mettre sur pied, dès maintenant, une table de travail sur les modifications nécessaires avec les groupes compétents, notamment la Coalition des familles LGBT+, Enfants transgenres Canada, le Conseil québécois LGBT et autres experts?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Interpellation du député de Rosemont au ministre des Finances sur le sujet suivant : *«L'absence de vision dans le budget 2021-2022 du gouvernement caquiste»*